



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2022

Document d'Action « Améliorer la qualité et l'équité du système éducatif au Tchad (AQUEDUCT) »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSY Acte de base	Améliorer la qualité et l'équité du système éducatif au Tchad (AQUEDUCT) Numéro CRIS/référence opérationnelle OPSYS: CRIS NDICI AFRICA/2022/044-029 ; OPSYS ACT-61438 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui <u>Initiative Équipe Europe (IEE) pour le Tchad : « Vive les villes secondaires vertes ».</u> L'action représente une contribution de l'UE à l'opérationnalisation d'une partie de cette IEE, dont l'objectif global est de contribuer au développement productif, inclusif, durable et résilient au climat, autour des villes secondaires clés du pays. L'action contribue entièrement à l'atteinte de l'objectif spécifique n°1 de l'IEE de renforcement de l'accès aux services de base, et notamment l'éducation, dans des zones ciblées par l'IEE. A titre très indicatif, il est prévu que cette IEE soit mise en œuvre avec des contributions de l'UE (150 000 000 EUR), la France (157 000 000 EUR), l'Allemagne (33 000 000 EUR), les Pays Bas (9 600 000 EUR), ainsi que l'Espagne et l'Italie (montant des contributions à confirmer). En accord avec les représentants de l'Équipe Europe au Tchad, la Suisse contribuera également à cette IEE.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée au Tchad, dans quatre provinces: Wadi Fira, Ouaddaï, Mandoul, et Logone Oriental Les zones bénéficiaires pourraient évoluer en fonction des conclusions du dialogue national inclusif prévu dans le cadre de la transition politique, qui se prononcera sur la forme de l'État et le découpage administratif.